

DERRIÈRE LE SCANDALE NUTELLA

LA MALBOUFFE ET LES "SALA"

Ce que révèle la foire d'empoigne autour des pots de pâte à tartiner bradés est tragique. Elle montre le visage d'un système pervers et vicié qui n'hésite pas à exploiter la "panurgisation" des plus faibles.

A l'époque lointaine où les droits de l'homme restaient à conquérir, le peuple français se battait pour du pain. Maintenant qu'ils sont acquis, il s'écharpe pour du Nutella. Qui aurait dit qu'au pays où l'insigne Déclaration est inscrite dans la loi fondamentale depuis 1789 les émeutes de la faim, jadis à l'origine des grands mouvements de revendication sociale, sont devenues les émeutes du sucre, ce veau d'or du mercantilisme globalisé symbole de l'addiction alimentaire ? Ce qui s'est passé le 25 janvier 2018 dans les magasins Intermarché, où l'on a piétiné des grand-mères et bousculé des poussettes pour s'arracher trois pots de pâte à tartiner, a peut-être sonné la fin d'un système dont la vocation initiale était de nourrir les masses à des prix « démocratiques » avant de les pousser à se gaver de malbouffe pour satisfaire des besoins destinés à dégager plus de marges. Est-ce bien là le reflet d'une société évoluée, émancipée, moderne, libérale, liée à une République sociale dont la devise est *Liberté, Égalité, Fraternité*, ou celui d'un monde où les paysans se suicident parce que le marché refuse de leur payer 36 centimes l l de lait qui leur en coûte 39 ? Un monde où 90 % du commerce est tenu par trois centrales d'achat dont la règle est claire : soit le fournisseur accepte de vendre à perte s'il veut sauver son référencement, soit il offre de la marchandise pour assurer des opérations de promotion. Et malheur à celui qui dénonce la méthode... Avec l'affaire Nutella, on a touché le

fond : non seulement un symbole de la malbouffe, dont l'abus est notoirement nocif pour la santé, a été bradé via une publicité particulièrement incitative (70 % de rabais), mais en plus le public, pourtant informé sur les risques encourus par l'ingurgitation excessive de l'infâme mixture, s'est jeté dessus comme s'il s'agissait d'un aliment de première nécessité.

POUR 3,29 € DE RISTOURNE...

C'est donc bien le masque d'un système pervers et vicié qui tombe, au grand malaise d'une classe politique, économique et médiatique, feignant de s'indigner alors que tant de lanceurs d'alerte avaient, depuis longtemps, annoncé l'inéluctable fiasco. Il y a belle lurette que les pratiques du groupe Lactalis, condamnées en justice, sont montrées du doigt. Il aura pourtant fallu le scandale du lait contaminé à la salmonelle pour que l'opinion réalise enfin certaines évidences.

Rien de bien nouveau, sous le soleil consumériste, depuis que le poète latin Juvénal dénonça, à travers sa maxime « *du pain et des jeux* », la façon dont l'Empire romain favorisait la décadence des mœurs pour mieux contrôler la plèbe. Pas besoin non plus d'être le grand inquisiteur de Dostoïevski pour comprendre que le bonheur d'un consommateur moyen du XXI^e siècle peut se résumer à un pot de crème chocolatée à base d'huile de palme et à un programme de télé-réalité dont le contenu dispense du moindre neurone. D'autant que le même individu peut se muer en



grizzli pour 3,29 € de ristourne. Sucre et télévision, le nouvel opium avec lequel le système anesthésie le peuple : *Panem et circenses* se dit désormais « Nutella et Hanouna ».

Ce que nous révèle l'émeute Nutella est doublement tragique, en ce sens que : 1) l'addiction n'est plus seulement la conséquence d'une pulsion ou d'une accoutumance mais un instrument destiné à vendre

UDS DE PAUVRES"



lieu. Analyses et commentaires foisonnent : effondrement du pouvoir d'achat, « panurgisation » des plus faibles revenus, conditionnement des masses par une propagande mercantile, sensation de s'offrir un produit auquel on n'est pas censé avoir droit, etc. Causes multiples, certes, mais surtout manifestation d'un mécanisme qui éclate au grand jour : la financiarisation sans entraves de notre alimentation par un néolibéralisme sans scrupule.

FAIRE CESSER CE MASSACRE

A deux ans d'intervalle, deux PDG de Carrefour, Georges Plassat et Alexandre Bompard, sont convenu que la guerre des prix conduisait à l'appauvrissement général. Une réflexion initiée par celui de Nestlé France, Richard Girardot, qui, contraint de subir sans répit le diktat de la grande distribution, s'insurge contre un système totalitaire où le client dicte ses tarifs au fournisseur via des pratiques indignes des lois du commerce. Comprimer les prix, c'est comprimer la qualité, donc la sécurité alimentaire. Dans un pays où la réduction du budget consacré à l'alimentation est constante (40 % en 1950 contre 17 % en 2016), l'équation vire à la tragédie. Pour maquiller cette baisse qualitative en donnant l'illusion du bon goût, les industriels du low-cost saturent leurs produits de sucre, de gras et de sel, créant des réflexes addictifs incitant à la surconsommation. Obésité, diabète, mauvais cholestérol, cancer, la malbouffe tue. Conclusion : la merde bradée et les maladies retombent en priorité sur les « salauds de pauvres ». Le problème est que cette facture, qui enrichit le lobby pharmaceutique, est payée par les deniers publics. Il est donc urgent, au terme des états-généraux de l'alimentation et après le discours d'Emmanuel Macron lors de ses vœux à l'agriculture, que les mots soient suivis des faits. Au pouvoir politique de prendre ses responsabilités pour que cesse le massacre. Merci Lactalis, merci Nutella, merci Intermarché... ■

clément mahoudeau / marcp

davantage un produit dont le succès économique est déjà gigantesque ; 2) le stratagème paie. On aurait cru la méfiance du consommateur ravivée par les scandales alimentaires, par les campagnes sanitaires contre l'excès de sucre, de gras, de sel, par la profusion d'émissions et d'articles dénonçant les méfaits de cette malbouffe. Rien n'y fait. Pire encore : les populations auxquelles sont desti-

nées ces informations succombent les premières à la terrible tentation. Si l'on observe de plus près la géographie des Intermarché à rixes, la carte sociologique des territoires concernés correspond aux fractures que Christophe Guilluy décrypte dans *la France périphérique* : 26, 28 et 32 % de demandeurs d'emplois dans les villes de la Loire, du Pas-de-Calais et du Nord où le drame a eu

LA CARTE SOCIOLOGIQUE des Intermarché où se sont déroulées les rixes correspond aux fractures décryptées dans *la France périphérique* : celles des villes de la Loire, du Pas-de-Calais et du Nord, à fort pourcentage de chômage.